

**FISCALITÉ
SUCCESSORALE**

**ÉDITION
2021**



Depuis 1830

ARCHIVES GÉNÉALOGIQUES
ANDRIVEAU

RECHERCHE D'HÉRITIERS
EN FRANCE ET DANS LE MONDE

200 millions de fiches d'état civil

NOS GARANTIES

Attestation de représentation des fonds
RCP et garantie financière avec La Sécurité Nouvelle
Fonds héritiers sécurisés sur un compte tiers CDC

Disponibles sur notre site dans la rubrique /Notre-metier/Nos-garanties

**MEMBRE DE GÉNÉALOGISTES DE FRANCE
ET DE LA CHAMBRE DES GÉNÉALOGISTES SUCCESSORAUX DE FRANCE**

BORDEAUX • BREST • CANNES • CLERMONT-FERRAND • DIJON • LILLE
LYON • MARSEILLE • MONTPELLIER • NANCY • NANTES • PAU
POITIERS • REIMS • RENNES • ROUEN • STRASBOURG • TOULOUSE

18 RUE DU CHERCHE-MIDI 75006 PARIS - Tél : 01 49 54 75 75

www.andriveau.fr

DROITS DE MUTATION A TITRE GRATUIT

pour les donations et successions

HÉRITIERS	ABATTEMENTS Abattements spéciaux et réductions page ci-contre	FRACTION DE PART NETTE Taxable après abattement	TAUX à retrancher pour un calcul rapide
<p>ASCENDANTS</p> <p>ENFANTS VIVANTS OU REPRÉSENTÉS (et dérogation cf. BOI-ENR-DMTG-10-50-80 §330) en cas de prédécès ou de renonciation, l'abattement se divise d'après les règles de la dévolution légale - Adoption plénière (art. 356 C.CIV.) - Adoption simple et famille adoptive si cas visé par les exceptions de l'art. 786 CGI - Adoption simple et famille d'origine (art. 364 C.CIV)</p>	<p>100 000 € à compter du 17/08/2012 159 325 € à compter du 01/01/2011 (779-I CGI)</p>	<p>≤ à 8 072 € ————— de 8 072 € à 12 109 € de 12 109 € à 15 932 € de 15 932 € à 552 324 € de 552 324 € à 902 838 € de 902 838 € à 1 805 677 € > 1 805 677 € —————</p>	<p>5% 10% - 404 € 15% - 1 009 € 20% - 1 806 € 30% - 57 038 € 40% - 147 322 € 45% - 237 606 €</p>
<p>CONJOINT OU PARTENAIRE LIÉ PAR UN PACS <i>pour les donations, le bénéfice de l'abattement est remis en cause, si le PACS prend fin au cours de l'année civile de sa conclusion ou de l'année suivante pour un motif autre que le mariage entre les partenaires ou le décès de l'un d'entre eux (790 F CGI).</i></p>	<p>Droits de succession Exonération à compter du 22/08/2007 (796-0 bis CGI)</p> <p>Droits de donation 80 724 € à compter du 01/01/2011 (790E et 790F CGI)</p>	<p>Exonération totale</p> <p>≤ à 8 072 € ————— de 8 072 € à 15 932 € de 15 932 € à 31 865 € de 31 865 € à 552 324 € de 552 324 € à 902 838 € de 902 838 € à 1 805 677 € > 1 805 677 € —————</p>	<p>5% 10% - 404 € 15% - 1 200 € 20% - 2 793 € 30% - 58 026 € 40% - 148 310 € 45% - 238 594 €</p>
<p>FRÈRES ET SOEURS VIVANTS OU REPRÉSENTÉS (pluralité de souches) Voir BOI-ENR-DMTG-10-50-80 § 310 et 330 (attention voir BOI-ENR-DMTG-20-30-20-10 § 40 concernant la représentation pour les donations)</p>	<p>15 932 € à compter du 01/01/2011* (779-IV CGI)</p> <p>en cas de prédécès ou de renonciation, se divise d'après les règles de dévolution légale à compter du 01/01/2007. Non cumulé avec l'abattement personnel des neveux et nièces. Rappel : exonération totale sous conditions art. 796-0 ter CGI (voir page ci-contre).</p>	<p>≤ à 24 430 € > 24 430 €</p> <p>Tarif applicable aux dons et legs faits aux établissements publics ou d'utilité publique sauf exonérations des art.794 I, 795 et 795-0 A CGI.</p>	<p>35% 45% - 2 443 €</p> <p>Taux applicable en cas de représentation à compter rétroactivement du 01/01/2007.</p>
<p>NEVEUX ET NIÈCES (en cas de représentation de leur auteur, voir ci-dessus abattement et taux)</p>	<p>7 967 € à compter du 01/01/2011* (779-V CGI)</p>		<p>55%</p>
<p>COLLATÉRAUX JUSQU'AU 4° DEGRÉ (inclusivement) - oncles, grands-oncles, cousins germains - petits-neveux (sauf représentation cf. ci-dessus)</p>	<p>1 594 € à compter du 01/01/2011 uniquement pour les successions et à défaut d'autre abattement (à l'exception de celui de l'art. 788-III CGI).</p>		<p>55%</p>
<p>COLLATÉRAUX AU-DELÀ DU 4° DEGRÉ ET NON PARENTS (à défaut d'autre abattement et taux)</p>	<p>(788-IV CGI)</p>		<p>60%</p>

- * en ligne collatérale et en cas de représentation l'abattement ne peut être inférieur au montant de l'abattement de l'art. 788-IV CGI. cf. BOI-ENR-DMTG-20-30-20-10 §40.

- dans le cadre d'un contrat d'assurance-vie inapplication de la représentation pour le calcul des droits de mutation (abattement et taux suivant le degré de parenté existant entre le bénéficiaire et l'assuré) cf. art. L132-12 du Code des assurances et BOI-ENR-DMTG-10-50-80 §340.

Les cohéritiers sont solidaires (à l'exception de ceux exonérés de droits de succession) cf. art. 1709 al. 2 CGI.

DÉCLARATION DE SUCCESSION

TERRITORIALITÉ (750 TER CGI)

Défunt domicilié en France : tous les biens meubles et immeubles imposables en France.

Défunt domicilié hors de France :

— bénéficiaire domicilié en France au jour de la transmission et l'a été pendant au moins 6 ans au cours des 10 dernières années : tous les biens meubles et immeubles imposables en France.

— bénéficiaire domicilié hors de France : seuls les biens français imposables en France.

Le tout, sous réserve des conventions fiscales.

DÉLAI DE DÉPÔT

6 MOIS du jour du décès, par voie de télédéclaration si ce dispositif est mis en place (loi de finances pour 2020, art. 150), à défaut sur formulaire papier, à la Recette des Impôts du domicile du défunt (décès en France métropolitaine); **1 AN** dans les autres cas, **2 ANS** si la déclaration comprend des biens immobiliers dont le droit de propriété n'a pas été régulièrement transcrit ou publié (sous conditions de publication des attestations notariées dans ce délai) et **RÉGIME SPÉCIAL pour les départements et régions d'outre-mer** (641, 641 bis et 642 CGI).

EXCEPTIONS PRINCIPALES (BOI-ENR-DMTG-10-60-50) :

Héritiers inconnus : du jour de la révélation qui leur est faite de l'ouverture de la succession (3637 Dict. Enreg.) - attestation délivrée par notre Étude.

Contestation de dévolution successorale (certains cas) : du jour de la décision tranchant la contestation de manière définitive.

Testament ignoré : du jour de son ouverture ou de son dépôt en l'étude d'un notaire ou de son enregistrement.

Biens rentrés dans l'hérédité : du jour de l'événement qui provoque la réintégration des biens.

Absence : du jour de la transcription du jugement déclaratif.

Legs sous condition suspensive : du jour de la réalisation de la condition (jusqu'à cette date, les héritiers saisis des biens légués sont tenus d'acquitter les droits afférents).

DISPENSES :
sous conditions
(800-I CGI) } — en ligne directe et entre époux et partenaires liés par un PACS: lorsque l'actif brut est < à 50 000 €.
— pour les autres héritiers ou légataires : lorsque l'actif brut est < à 3 000 €.

POSSIBILITÉS DE PAIEMENT FRACTIONNÉ OU DIFFÉRÉ DES DROITS (BOI-ENR-DG-50-20-30)

INTÉRÊTS DE RETARD - MAJORATION

DÉPÔT HORS DÉLAI (1727, 1728 et 1729 CGI): intérêt de retard de **0,20%** par mois à compter du 01.01.18 (0,40% antérieurement) et ce à partir du **1^{er} jour** du mois suivant celui au cours duquel le délai légal a expiré (ex : **7^{ème} mois** suivant le décès) sur le montant des droits.

Les acomptes versés dans les délais ainsi que les acomptes versés tardivement déjà assortis d'intérêts de retard sont déduits de la base de calcul de l'intérêt de retard (BOI-CF-INF-10-10-20 § 30 et 50).

+**10%** (majoration) à partir du 1^{er} jour du 7^{ème} mois suivant celui de l'expiration des délais des art. 641 ou 641 bis CGI (soit par exemple à compter du 13^{ème} mois suivant le décès) et ce, même si la déclaration a été déposée spontanément avant toute mise en demeure ou dans les 90 jours de la 1^{ère} mise en demeure. Les acomptes versés dans les 12 mois du décès sont déduits de l'impôt dû pour déterminer la base de calcul de la majoration (BOI-CF-INF-10-20-10 § 60).

ou +**40%** après **90 jours de la 1^{ère} mise en demeure** (sans déduction des acomptes sauf ceux versés dans le délai légal de dépôt de la déclaration de succession en cas de bonne foi BOI-CF-INF-10-20-10 § 60),

ou +**80%** en cas d'activité occulte.

OMISSIONS
INEXACTITUDES } 0,20% (cf. supra) + 40% si manquement délibéré ou +80% si manoeuvres frauduleuses ou abus de droit ou dissimulation d'une partie du prix stipulé dans un contrat ou en cas de rappel d'impôt afférent à des avoirs détenus à l'étranger non déclarés (à compter du 01.01.17 cf. 1729-0 A CGI).

DÉPÔT SANS PAIEMENT (1731 CGI).

AUTRE CAS DE MAJORATIONS : Non-respect de l'obligation de télédéclaration (art. 1738 CGI) lorsque le dispositif a été mis en place par la Recette des impôts (loi de finances pour 2020, art. 150).

PRESCRIPTIONS (PRINCIPALES)

3 ANS : à compter du 31 décembre de l'année au cours de laquelle a eu lieu l'enregistrement d'un écrit ou d'une déclaration mentionnant exactement les date et lieu du décès ainsi que les nom et adresse de l'un (au moins) des ayants droit, mais seulement pour les biens énoncés dans cet écrit ou déclaration. (L180 et L181 LPF).

CONTRÔLE SUR DEMANDE : Possibilité pour les contribuables de limiter à 1 an le délai de reprise de l'Administration sous conditions (L21B LPF).

6 ANS : (L186 LPF) à compter du 31 décembre du fait générateur de l'impôt notamment pour les omissions, les inexactitudes, les simulations d'une dette, les successions non déclarées sauf événement entraînant la prescription abrégée. Les héritiers sont en droit de se prévaloir de cette prescription même si la déclaration a été souscrite juste avant l'expiration du délai (cf. BOI-CF-PGR-10-40 § 320).

DÉLAI SPÉCIAL DE REPRISE : en cas d'omission ou d'insuffisance révélée dans le cadre d'un contentieux : délai prorogé jusqu'à la fin de l'année suivant celle de la décision qui a clos l'instance et au plus tard, jusqu'à la fin de la 10^{ème} année qui suit celle au titre de laquelle l'imposition est due (L188 C du LPF).

COVID-19 : Les délais de reprise qui devaient expirer au 31.12.20 sont prolongés au 14.06.21.

ACTIF

IMMEUBLES (761 ET 764 BIS CGI)

Valeur vénale au jour du décès d'après déclaration estimative des parties, sauf **si adjudication** (amiable ou judiciaire) dans les **2 ans** précédant ou suivant le point de départ du délai de souscription de la déclaration de succession, prix d'adjudication majoré des charges en capital, à moins d'apporter la preuve de transformations des immeubles susceptibles d'en modifier la valeur.

Dérogation : Application d'un abattement de 20 %. Deux conditions :

- l'immeuble constitue au jour du décès la résidence principale du défunt.
- il est occupé à la même date, à titre de résidence principale :
 - par le conjoint survivant ou par le partenaire lié au défunt par un PACS.
 - ou par un ou plusieurs des enfants (du défunt, de son conjoint ou de son partenaire) mineurs ou majeurs protégés ou handicapés au sens de l'art. 779-II CGI.

MEUBLES MEUBLANTS - BIJOUX, PIERRERIES, OBJETS D'ART OU DE COLLECTION (764 CGI)

Par ordre de priorité et sauf preuve contraire:

- 1) **produit net de leur vente aux enchères publiques** intervenue dans les **2 ANS** du décès.
- 2) à défaut de vente publique, l'estimation dans un **inventaire** dressé dans les formes prescrites par l'art. 789 C. civ et clôturé dans les **5 ANS** du décès (cf. BOI-ENR-DMTG-10-40-10-20 § 50). Pour les bijoux, objets d'art...acte estimatif dressé dans les 5 ans du décès sans que l'évaluation puisse être inférieure à celle des contrats d'assurance contre le vol ou l'incendie en cours au jour du décès et conclus moins de 10 ans avant l'ouverture de la succession.
- 3) à défaut :
 - pour les meubles meublants : la déclaration détaillée et estimative des parties qui ne peut être inférieure à **un forfait de 5 % de l'actif brut**.
 - pour les bijoux, objets d'art... : à défaut d'évaluation faite dans lesdits contrats d'assurance, la déclaration détaillée et estimative des parties.

N.B. : Il peut être fait échec au forfait de 5% notamment par une attestation du directeur de l'établissement où vivait le défunt.

RAPPEL DES DONATIONS ANTÉRIEURES (784 CGI)

Toute donation (ou don manuel avec date certaine) de moins de 15 ans doit être relatée.

VALEURS MOBILIÈRES COTÉES OU NON EN BOURSE (758, 759 ET 764 A CGI)

— Valeurs mobilières cotées: soit cours moyen de bourse au jour du décès, soit moyenne des 30 derniers cours qui précèdent le décès.

— Valeurs mobilières non cotées: évaluation au jour du décès

Possibilité d'appliquer une décôte en cas de décès du dirigeant de l'entreprise.

(BOI-ENR-DMTG-10-40-10-10 § 150, 160 et 170).

OPÉRATIONS BANCAIRES MOINS D'UN AN AVANT LE DÉCÈS (752 CGI)

Les retraits opérés sur le compte bancaire du défunt n'ont pas à figurer à l'actif, sauf si l'administration établit que les fonds ont été conservés par le défunt.

COMPTES JOINTS (753 ET 754 CGI)

Présomption que les sommes et valeurs appartiennent conjointement aux déposants et dépendent de la succession de chacun d'eux pour une part virile.

Même règle pour le contenu de coffre-fort.

BIENS APPARTENANT POUR L'USUFRUIT AU DÉFUNT ET POUR LA NUE-PROPRIÉTÉ A UN PRÉSOMPTIF HÉRITIÈRE

Réputés appartenir au défunt sauf si donation ou démembrement de propriété effectué conformément à l'art. 751 CGI.

FONDS DE COMMERCE (CF. BOI-ENR-DMTG-10-60-30 § 210)

Évaluation au jour du décès des éléments incorporels du fonds (clientèle, droit au bail...), du matériel et des marchandises en stock.

CANTONNEMENT DES LIBÉRALITÉS (788 BIS CGI)

Biens réputés transmis par le défunt.

REVERSION D'USUFRUIT (796-0 QUATER CGI)

Relève du régime des droits de succession.

Lorsque le bénéficiaire est le conjoint survivant, le partenaire d'un Pacs ou des frères et sœurs domiciliés avec le défunt sous conditions (796-0 ter CGI), la réversion est donc exonérée.

EXEMPTIONS PRINCIPALES

- PREMIÈRE MUTATION DES IMMEUBLES NEUFS (793 et 793 ter CGI)

Après l'acquisition d'un immeuble d'habitation à l'état neuf ou en l'état futur d'achèvement durant la période comprise entre le 01.06.93 et le 31.12.94 (et DAACT avant le 01.07.94) ou entre le 01.08.95 et le 31.12.95 (et DAACT avant le 31.12.94). Sous conditions. Abattement de 46 000 € par part.

- PREMIÈRE MUTATION DES IMMEUBLES ANCIENS (793 et 793 ter CGI)

Acquis entre le 01.08.95 et le 31.12.96 (hors TVA). Exonération des 3/4 de la valeur d'acquisition plafonnée à 46 000 € par part. Sous conditions et notamment l'affectation dans les 6 mois de l'acquisition à la résidence principale d'un locataire pendant au moins 9 ans.

- RECONSTITUTION DE LA PROPRIÉTÉ DES BIENS IMMOBILIERS NON BATIS ET INDIVIS transmis à titre gratuit (797 CGI)

Exonération à compter du 30.12.13 si valeur de la parcelle <5 000 € ou si valeur de deux parcelles contiguës <10 000 € Sous conditions et notamment de publication des attestations notariées dans les 24 mois du décès.

- PREMIÈRE MUTATION APRÈS RECONSTITUTION DE TITRES DE PROPRIÉTÉ (793-2-8° CGI)

Exonération de 50% de la valeur du bien si acte régulièrement transcrit ou publié entre le 01.10.14 et le 31.12.27 (sous conditions). Exclusive de l'application de toute autre exonération au même bien.

- BIENS IMMOBILIERS EN CORSE (1135 bis CGI)

Exonération de 50% de leur valeur du 01.01.13 au 31.12.27 (totalité entre le 23.01.02 et le 31.12.12) sous conditions.

- BIENS RURAUX ET PARTS DE GFA OU GAF DONNÉS A BAIL A LONG TERME (793-1-4°, 793-2-3° et 793 bis CGI): Exonération des 3/4 de leur valeur jusqu'à 300 000 € et de 1/2 au-delà. Sous certaines conditions.

- BOIS ET FORÊTS ET PARTS DE GROUPEMENTS FORESTIERS (793-1-3° et 793-2-2° CGI): exonération des 3/4 de leur valeur vénale sous certaines conditions (certificat du Directeur Départemental des territoires, engagement d'exploiter pendant 30 ans...).

- COMPTE D'INVESTISSEMENT FORESTIER ET D'ASSURANCE (793-3 CGI)

Exonération à compter du 31.12.13 de 75% des sommes déposées (sous réserve de certaines conditions).

- PARTS DE GROUPEMENTS FONCIERS RURAUX (848 bis CGI)

- bénéfice du CONTRAT DE TRAVAIL A SALAIRE DIFFÉRÉ (793-1-6° CGI)

- PROPRIÉTÉS NON BATIES SITUÉES DANS LES SITES « NATURA 2000 » (793-2-7° CGI)

Exonération à concurrence des 3/4 de leur valeur pour ces propriétés non baties et qui ne sont pas en nature de bois et forêts. Sous certaines conditions.

Exonération non cumulable avec une autre exonération applicable en matière de droits de mutation à titre gratuit.

- DONS ET LEGS (788-III, 794, 795 et 795-0 A CGI)

Exonération des dons et legs à l'État, aux collectivités territoriales, à certains établissements publics ou privés, à certaines associations, fondations et fonds de dotation. Sous conditions.

- SUCCESSIONS DES VICTIMES DE GUERRE militaires et civiles, OU D'ACTES DE TERRORISME, DES MILITAIRES, SAPEURS-POMPIERS, POLICIERS, GENDARMES, AGENTS DES DOUANES

Exonération totale sous conditions (796 CGI). Applicable aux collatéraux ordinaires à compter du 02.01.15.

- REVERSION DE RENTES VIAGÈRES (793-1-5° CGI). Exonération entre parents en ligne directe.

- **TRANSMISSIONS DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES, PARTS OU ACTIONS DE SOCIÉTÉ** (787 B et 787 C CGI) Biens ou parts exonérés à concurrence de **75%** de leur valeur sous certaines conditions. La dépréciation éventuelle résultant du décès du dirigeant et affectant la valeur des titres non cotés ou des actifs incorporels est prise en compte (764 A CGI).

- **DROIT DE RETOUR LÉGAL DES PÈRE ET MÈRE** de l'art. 738-2 du C. CIV. Exonéré de droits de mutation (763 bis CGI).

- **MONUMENTS HISTORIQUES** exonérés sous certaines conditions (795 A CGI).

CAS PARTICULIERS

- **PACTE TONTINIER** (754 A CGI)

Les biens recueillis en vertu d'une clause insérée dans un contrat d'acquisition en commun selon laquelle la part du ou des premiers décédés reviendra aux survivants sont réputés transmis à titre gratuit. Exception : droits de mutation à titre onéreux pour habitation principale commune à 2 acquéreurs si valeur < 76 000 €. Toutefois depuis le 01.01.10 possibilité d'opter pour les droits de mutation par décès.

- **LEGS GRADUELS OU RÉSIDUELS** (784 C CGI)

Lors de la seconde transmission, l'actif transmis est taxé d'après le degré de parenté existant entre le testateur et le second légataire (à la date du décès du premier gratifié) sous déduction des droits acquittés par le premier légataire.

- **CONTRATS D'ASSURANCE-VIE EN DÉSHÉRENCE ET COMPTES BANCAIRES INACTIFS**

Exonération partielle sous conditions à compter du 01.01.16 (cf 757 B, 990 I-I, 990 I-I ter et 990 I bis CGI).

- **CONTRATS D'ASSURANCE-VIE** (757 B et 990 I CGI) cf BOI-ENR-DMTG-10-10-20-20 et BOI-TCAS-AUT-60

Date de souscription du contrat	Primes versées avant le 13.10.98	Primes versées après le 13.10.98
Avant le 20.11.91	Exonération totale	- Exonération du conjoint survivant, du partenaire pacsé, des frères et sœurs domiciliés avec le défunt sous conditions (796-0 ter CGI) et des legs des art.795 et 795-0 A CGI. - Abattement de 152 500 €* par bénéficiaire puis à compter du 01.07.14: <ul style="list-style-type: none"> • Prélèvement de 20 % sur fraction taxable ≤ 700 000 € • Et de 31.25% au-delà de 700 000 € NB: à compter du 31.07.11 le prélèvement était de 20% sur la fraction taxable ≤ 902 838 € et de 25% au-delà.
A compter du 20.11.91 Primes versées <u>avant le 70^{ème} anniversaire</u> de l'assuré.		
A compter du 20.11.91 Primes versées <u>après le 70^{ème} anniversaire</u> de l'assuré.	Droits de succession selon le degré de parenté entre l'assuré et le bénéficiaire sur la fraction des primes qui excède un abattement global de 30 500 € . (Part des héritiers exonérés non prise en compte pour la répartition de l'abattement de 30 500 €)	

* Abattement supplémentaire à compter du 01.07.14 de **20%** pour les contrats «vie-génération» avant abattement de 152.500 € (Art.990I-I CGI)

N.B. : - le capital inférieur aux primes versées est à prendre en compte pour le calcul des droits de succession (rép. min. du 15.04.08).
 - en cas de démembrement de la clause bénéficiaire, taxation pour nu-proprétaire et usufruitier au prorata de la part leur revenant. L'abattement est réparti dans les mêmes proportions.
 - récupération possible de l'Aide Sociale sur les contrats d'assurance-vie cf L132-8 du Code de l'action sociale et des familles (applicable depuis le 01.01.16)
 - inapplication de la représentation pour le calcul des droits de mutation (cf art. L132-12 du Code des assurances et BOI-ENR-DMTG-10-50-80 §340)
 - la Réponse Ministérielle «BACQUET» du 29.06.10 est remise en cause à compter du 01.01.16: la valeur de rachat des contrats d'assurance-vie souscrits avec des fonds communs et non dénoués au jour du décès du premier époux n'est plus à intégrer à l'actif de communauté (cf BOI-ENR-DMTG-10-10-20-20 §380). Les droits de succession ne sont plus exigibles au décès du 1^{er} conjoint.

PASSIF DÉDUCTIBLE

(BOI-ENR-DMTG-10-40-20)

Notamment:

LES DETTES

Conditions : exister au jour du décès et à la charge du défunt (sauf exceptions visées par l'art. 773 CGI).
Justification : par un titre ou attestation de créancier.

Exemples : les frais de dernière maladie, l'impôt sur le revenu dû au jour du décès, l'impôt foncier et la taxe d'habitation non payés au décès et mis en recouvrement ultérieurement.

LES FRAIS FUNÉRAIRES

(775 CGI) à concurrence de 1 500 € sans justificatif.

IMPÔTS

Sont déductibles les impôts dus par le défunt, même mis en recouvrement après le décès (Impôts sur le revenu, IFI, Impôt foncier et taxe d'habitation).

RENTES ET INDEMNITÉS

(775 bis CGI)

Sont déductibles de l'actif de succession, pour leur valeur nominale, les rentes et indemnités versées ou dues au défunt en réparation de dommages corporels liés à un accident ou à une maladie.

INDEMNITÉS DE LICENCIEMENT DES PERSONNELS DE MAISON

Sous contrat de travail conclu avec le défunt et sous la condition que les indemnités de licenciement ne soient pas prises en compte comme une charge déductible d'une exploitation industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou libérale (RM BAUDOT n°12826 du 8 juin 2000).

DROIT TEMPORAIRE AU LOGEMENT

Le montant des loyers ou indemnités d'occupation (775 quarter CGI) remboursé au conjoint survivant ou au partenaire d'un PACS par la succession pendant l'année suivant le décès est déductible de l'actif successoral.

REMUNÉRATION DU MANDATAIRE À TITRE POSTHUME

(775 quinques CGI) : montant limité à 0,5% de l'actif successoral géré (avec un maximum de 10 000 €) et à la condition d'être déterminé dans les 6 mois du décès.

LES FRAIS DE RECONSTITUTION DES TITRES DE PROPRIÉTÉ DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS

Déductibles sous conditions dans la limite de la valeur déclarée de ces biens à compter du 30.12.13 (775 sexies CGI).

CLÔTURE DU PEA RÉSULTANT DU DÉCÈS

Prélèvements sociaux déductibles de l'actif successoral. (Sous conditions)

CAS PARTICULIER DES AIDES SOCIALES

(BOI ENR DMTG 10 40 20 20 § 190)

Déduction des sommes soumises à récupération admise à hauteur du montant effectivement reversé sur la part successorale de l'héritier ou du légataire qui a effectué ce reversement (sous réserve d'une attestation du comptable constatant le reversement ou de l'huissier en charge du recouvrement).

Les aides récupérables sont notamment les suivantes :

Nature de l'aide	Modalités de récupération
Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA)	Si l'actif net excède 39 000 €
Allocation supplémentaire invalidité (ASI)	Si l'actif net excède 39 000 € *
Aides à l'hébergement des personnes âgées	Dès le 1er €
Aide sociale à domicile (aide ménagère, portage de repas, prise en charge du forfait journalier...)	Si l'actif net excède 46 000 € (abattement 760 €)
Aide sociale à l'hébergement en établissement des personnes handicapées (ASH)	Dès le 1er €, sauf si les héritiers sont le conjoint, les enfants, les parents ou la personne ayant assumé la charge effective et constante de la personne handicapée

*suppression de la récupération de l'ASI à compter des successions ouvertes le 1^{er} janvier 2020 (s'applique aux prestations versées antérieurement à cette date).

PLUS-VALUES IMMOBILIÈRES DES PARTICULIERS

- PRINCIPALES EXONÉRATIONS (150 U CGI) :

- Résidence principale.
- Résidence secondaire pour les particuliers non propriétaires de leur résidence principale (sous conditions).
- Prix de cession ou quote part indivise en pleine propriété $\leq 15\ 000$ €.
- Durée de détention selon l'assiette imposable (applicable aux terrains à bâtir à compter du 01.09.14):
 - Impôt sur le revenu : biens détenus depuis + de 22 ans (suite aux abattements de 6% pour chaque année au-delà de la 5^{ème} et jusqu'à la 21^{ème}, et 4% pour la pour la 22^{ème}).
 - Prélèvements sociaux : biens détenus depuis + de 30 ans (suite aux abattements de 1,65 % pour chaque année au-delà de la 5^{ème} et jusqu'à la 21^{ème}, 1,60% pour la 22^{ème} et 9% au-delà de la 22^{ème}).

N.B. : - Abattement exceptionnel temporaire pour les cessions de terrains à bâtir, d'immeubles bâtis ou de droits relatifs à ces mêmes biens situés en « zone tendue », pour les cessions précédées d'une promesse de vente ayant acquis date certaine entre le 01.01.18 et le 31.12.20 et réalisées au plus tard le 31 décembre de la 2^{ème} année suivant celle au cours de laquelle la promesse a acquis date certaine. Abattement de 70 % sous conditions et notamment le cessionnaire doit s'engager à réaliser ou à achever dans un délai de 4 ans à compter de la date d'acquisition, un ou plusieurs bâtiments d'habitation collectifs, abattement porté à 85 % sous conditions et notamment si la cession permet la réalisation de logements sociaux ou intermédiaires.

Cet abattement s'applique après l'abattement pour durée de détention (à l'impôt sur le revenu, aux prélèvements sociaux et à la taxe sur les plus-values immobilières supérieures à 50 000 €).

- Nouvel abattement exceptionnel dans le cadre d'une opération d'aménagement «Loi Elan» applicable aux cessions précédées d'une promesse de vente signée du 01.01.21 au 31.12.23. Dispositif calqué sur celui applicable jusqu'au 31.12.20.

- MODALITÉS D'IMPOSITION :

Pour les personnes physiques domiciliées en France : taux forfaitaire de 19 % + prélèvements sociaux de 17,20 % (200 B CGI).

N.B. : Dispense de désignation d'un représentant accrédité lorsque le prix de cession est $\leq 150\ 000$ € ou si le bien est détenu depuis + de 30 ans et pour les résidents de l'UE et de l'EEE sous conditions (244 bis A CGI).

Notre Etude généalogique est accréditée en qualité de représentant légal (Instruction DGI 30.03.78).

- TAXE SUR LES PLUS-VALUES IMMOBILIÈRES SUPÉRIEURES À 50 000 € : (Art. 1609 nonies G CGI)

Sur le montant imposable des plus-values immobilières autres qu'exonérées ou relatives aux terrains à bâtir.

Montant de la plus-value imposable (PV)	Montant de la taxe
De 50 001 € à 60 000 €	2% PV - (60 000 - PV) x 1/20
De 60 001 € à 100 000 €	2% PV
De 100 001 € à 110 000 €	3% PV - (110 000 - PV) x 1/10
De 110 001 € à 150 000 €	3% PV
De 150 001 € à 160 000 €	4% PV - (160 000 - PV) x 15/100
De 160 001 € à 200 000 €	4% PV
De 200 001 € à 210 000 €	5% PV - (210 000 - PV) x 20/100
De 210 001 € à 250 000 €	5% PV
De 250 001 € à 260 000 €	6% PV - (260 000 - PV) x 25/100
Supérieur à 260 000 €	6% PV

ABATTEMENTS SPÉCIAUX

- **ENTRE FRÈRES ET SOEURS** : 3 conditions (à défaut voir abattement page ci-contre):

EXONÉRATION TOTALE
à compter du **22.08.07**
(796-0 ter CGI)

- 1) être célibataire, veuf, divorcé ou séparé de corps,
- 2) être âgé de + de 50 ans ou atteint d'une infirmité le mettant dans l'impossibilité de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence,
- 3) avoir été constamment domicilié avec le défunt pendant les 5 années ayant précédé le décès.

Cet abattement ne s'applique pas pour les donations.

- **EN FAVEUR DES PERSONNES HANDICAPÉES** :

159 325 €

à compter du **01.01.11**
(779-II CGI)

Bénéficiaire : tout héritier, légataire ou donataire.

Conditions : « incapable de travailler dans des conditions normales de rentabilité en raison d'une infirmité physique ou mentale, congénitale ou acquise »,
ou âgé de moins de 18 ans et incapable « d'acquérir une instruction ou une formation professionnelle de niveau normal »
(art. 294 ann II CGI).

Justificatif : Certificat médical circonstancié ou tous éléments de preuve.

Cet abattement est cumulable avec les autres abattements à l'exclusion de l'abattement de 1 594 € (BOI-ENR-DMTG-10-50-20 §190).

- **DONATIONS PAR LES GRANDS-PARENTS A LEURS PETITS-ENFANTS** : (790 B CGI)

Abattement de **31 865 €** par grand-parent et pour chacun des petits-enfants. En cas de représentation, cet abattement est cumulable avec l'abattement général en ligne directe.

- **DONATIONS AUX ARRIÈRE-PETITS-ENFANTS** : (790 D CGI) Abattement de **5 310 €**.

- **DONATIONS DE SOMMES D'ARGENT AUX ENFANTS, PETITS-ENFANTS ET ARRIÈRE-PETITS-ENFANTS (OU À DÉFAUT DE DESCENDANTS AUX NEVEUX OU PETITS-NEVEUX PAR REPRÉSENTATION) MAJEURS** :

Sous conditions (790 G CGI) Abattement de **31 865 €** si donateur < 80 ans.

Exonération renouvelable tous les 15 ans. Cet abattement est cumulable avec ceux des articles 779 I, II et V, 790 B et D CGI. Non soumis à la règle du rappel des donations de l'art. 784 CGI.

- **DONATIONS DE SOMMES D'ARGENT** au profit d'un descendant ou, à défaut d'un neveu ou d'une nièce (790 A CGI) :

Abattement de **100 000 €** pour les dons consentis entre le 15.07.20 et le 30.06.21 pour toutes les donations consenties par un même donateur quel que soit le nombre de donation ou le nombre de donataires. Sous conditions d'affectation par le donataire dans les 3 mois de la donation : construction de sa résidence principale, travaux de rénovation énergétique dans sa résidence principale, souscription au capital d'une petite entreprise européenne. Cumul possible avec les autres abattements.

- **DONATIONS AUX SALARIÉS** en pleine propriété de fonds artisanaux, de commerce ou agricole, ou de clientèle ou de parts ou actions d'une société: Abattement de **300 000 €** sur option du donataire et sous conditions (790 A CGI). Le bénéfice des dispositions de l'art. 790 A I CGI est exclusif de l'application de l'article 787 B sur la fraction de la valeur des parts représentative des biens autre que le fonds artisanal, le fonds de commerce, le fonds agricole ou la clientèle, et de l'article 787 C à raison de la donation à la même personne des biens autres que ledit fonds affectés à l'exploitation de l'entreprise.

RAPPEL : DONATIONS DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES, PARTS OU ACTIONS DE SOCIÉTÉS. Exonération 75 % sous conditions (art. 787 B et 787 C CGI).

- **DONS EN NUMÉRAIRE REÇUS PAR UNE PERSONNE VICTIME D'UN ACTE DE TERRORISME OU PAR UN REPRÉSENTANT DES FORCES DE L'ORDRE (OU AUTRE) BLESSÉ DANS L'ACCOMPLISSEMENT DE SA MISSION OU EN CAS DE DÉCÈS PAR LEURS PROCHES**. Exonération sous conditions (796 bis CGI).

RÉDUCTIONS SUR LES DROITS

- **POUR ENFANTS** : suppression de la réduction à compter du 01.01.17 (auparavant réduction par enfant en sus du 2^{ème} de 610 € en ligne directe, entre époux et partenaires liés par un PACS et de 305 € en ligne collatérale et entre non-parents).

- **MUTILÉS DE GUERRE** : (782 CGI)

50% de réduction avec un maximum de 305 €. Condition : invalidité de 50% minimum.

- **DONATIONS** : (790 CGI). Réduction de 50% sur les droits en cas de transmission d'entreprise ou de parts ou actions de société en pleine propriété si le donateur est âgé de moins de 70 ans et sous réserve de réunir les conditions des articles 787 B ou 787 C CGI.

N.B. : - Les dettes transférées par le donateur au donataire peuvent dans certaines conditions être déduites pour la liquidation des droits de mutation à titre gratuit (776 bis CGI).

- Imputation des droits antérieurement acquittés en cas de nouvelle donation en ligne directe de biens dans les 5 ans de leur retour dans le patrimoine du donateur (791 ter al.1 CGI). Nonobstant ces dispositions, ce retour ouvre droit, dans le délai légal de réclamation à compter du décès du donataire, à restitution des droits de mutation à titre gratuit acquittés lors de la donation résolue (791 ter al. 2 CGI).

PART DU CONJOINT SURVIVANT AB INTESTAT à compter du 1er janvier 2007

EN PRÉSENCE DE	PART DU CONJOINT	RÉSERVE DU CONJOINT	EN PRÉSENCE DE	PART DU CONJOINT	RÉSERVE DU CONJOINT
DESCENDANTS Enfants communs	1/4 PP ou totalité en usufruit (option)	NON	Père OU Mère	3/4 PP	OUI (1/4)
Enfants non communs	1/4 PP	NON	COLLATÉRAUX PRIVILÉGIÉS	TOTALITÉ <small>Exception : Retour aux collatéraux privilégiés de la moitié des biens de famille se retrouvant en nature (757-3C.civ)</small>	OUI (1/4)
ASCENDANTS PRIVILÉGIÉS Père ET Mère	1/2 PP	OUI (1/4)	ASCENDANTS ORDINAIRES COLLATÉRAUX ORDINAIRES	TOTALITÉ	OUI (1/4)

BARÈME IMPÔT SUR LA FORTUNE IMMOBILIÈRE

(art. 977 CGI) depuis le 01.01.18

Assiette de l'impôt: valeur nette des immeubles et droits immobiliers au 1^{er} janvier
Seuil d'imposition: patrimoine net taxable (P) > ou = à 1 300 000 € au 1^{er} janvier

Fraction de la valeur nette taxable de P	Taux applicable	
> 0 €	≤ 800 000 €	0.00 %
> 800 000 € *	≤ 1 300 000 € *	0.50 %
> 1 300 000 € *	≤ 2 570 000 € *	0.70 %
> 2 570 000 €	≤ 5 000 000 €	1.00 %
> 5 000 000 €	≤ 10 000 000 €	1.25 %
> 10 000 000 €		1.50 %

* Si 1 300 000 € ≤ P < 1 400 000 € alors application d'une décote = 17 500 € - (1.25% x P)

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

Année	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
2016	125.26	125.25	125.33	125.50
2017	125.90	126.19	126.46	126.82
2018	127.22	127.77	128.45	129.03
2019	129.38	129.72	129.99	130.26
2020	130.57	130.57	130.59	

TAUX INTÉRÊT LÉGAL simple (en % par an)

SEMESTRE	si créancier = particulier n'agissant pas pour des besoins professionnels	Autres cas
1 ^{er} sem. 2020	3.15	0.87
2 ^e sem. 2020	3.11	0.84
1 ^{er} sem. 2021	3.14	0.79

Formule : montant dû x taux annuel applicable sur la période x jours de retard dans le semestre / 365 ou 366 jours x 100

NB: taux majoré de 5 points sous conditions au-delà de 2 mois.

EVALUATION PART DE L'USUFRUITIER

Depuis le 01.01.2004 (art. 669 et 762 bis CGI)

Âge de l'usufruitier	Usufruit	Nue-Propriété	Usage et habitation
moins de 21 ans révolus	9/10	1/10	54%
moins de 31 ans révolus	8/10	2/10	48%
moins de 41 ans révolus	7/10	3/10	42%
moins de 51 ans révolus	6/10	4/10	36%
moins de 61 ans révolus	5/10	5/10	30%
moins de 71 ans révolus	4/10	6/10	24%
moins de 81 ans révolus	3/10	7/10	18%
moins de 91 ans révolus	2/10	8/10	12%
à partir de 91 ans	1/10	9/10	6%

INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX

Année	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.
2016	108.40	108.40	108.56	108.91
2017	109.46	110.00	110.78	111.33
2018	111.87	112.59	113.45	114.06
2019	114.64	115.21	115.60	116.16
2020	116.23	115.42	115.70	

TAUX INTÉRÊT (en %) - PAIEMENT FRACTIONNÉ OU DIFFÉRÉ (DROITS SUCCESSION - DONATION)

ANNÉE	TAUX DE BASE	TAUX RÉDUIT
2019	1.3	0.4
2020	1.2	0.4
2021	1.2	0.4

Taux de base applicable à compter du 01.01.15 et pendant toute la durée du crédit (ANN III art. 401 CGI). Ce taux peut être réduit en cas de transmission d'entreprise (ANN III art. 404 GA CGI).

CÉCILE ET MATTHIEU ANDRIVEAU, GÉNÉALOGISTES

DIRECTIONS RÉGIONALES

BORDEAUX (33000)	56 RUE DE TIVOLI	05 56 44 63 63	bordeaux@andriveau.fr
BREST (29200)	15 RUE BRANDA	02 99 78 39 78	brest@andriveau.fr
CANNES (06400)	68 BOULEVARD CARNOT	04 93 38 92 92	cannes@andriveau.fr
CLERMONT-FD (63000)	16A COURS SABLON	04 73 27 09 49	clermont@andriveau.fr
DIJON (21000)	13 BD DE L'UNIVERSITÉ	03 80 30 84 85	dijon@andriveau.fr
LILLE (59000)	76 BD JEAN-BAPTISTE LEBAS	03 20 53 31 25	lille@andriveau.fr
LYON (69003)	142 RUE DE CRÉQUI	04 78 37 87 64	lyon@andriveau.fr
MARSEILLE (13008)	232 AVENUE DU PRADO	04 91 54 79 99	marseille@andriveau.fr
MONTPELLIER (34000)	103 IMPASSE CARAVELLE	04 67 22 41 34	montpellier@andriveau.fr
NANCY (54000)	7 RUE DE SERRE	03 83 32 26 82	nancy@andriveau.fr
NANTES (44000)	2 BD AMIRAL COURBET	02 40 69 60 60	nantes@andriveau.fr
PAU (64000)	1 RUE JEANNE D'ARC	05 59 92 86 69	pau@andriveau.fr
POITIERS (86000)	22 AVENUE DE L'EUROPE	05 49 88 88 75	poitiers@andriveau.fr
REIMS Cedex (51074)	BP 2112 - CÉRÈS	06 10 61 21 70	reims@andriveau.fr
RENNES (35700)	43 SQUARE DE LA METTRIE	02 99 78 39 78	rennes@andriveau.fr
ROUEN (76000)	2 RUE DE BLAINVILLE	02 35 71 21 88	rouen@andriveau.fr
STRASBOURG (67000)	24 RUE THOMANN	03 88 22 24 02	strasbourg@andriveau.fr
TOULOUSE (31000)	10 PLACE A.JOURDAIN	05 61 23 40 66	toulouse@andriveau.fr

18 RUE DU CHERCHE-MIDI - 75006 PARIS Tél : 01 49 54 75 75 - andriveau@andriveau.fr

www.andriveau.fr